



Le Drone

DE L'ANTIPRESSE

N° 2 | 21.01.2018

**«No Billag»: quel service
public pour la Suisse?
Trieste et ses écrivains
Dossier «fake news»**

Les choses vues d'en haut
Observe. Analyse. Intervient.

Chers lecteurs,

Cette deuxième livraison du *Drone* se consacre en particulier à deux grandes problématiques de l'information actuelle. L'une est universelle: la signification de la campagne contre les «fake news» lancée par ceux qui en sont les principaux producteurs: à savoir les gouvernements et les médias à leur service.

L'autre, quoique très helvétique, est d'un intérêt philosophique général. Quel statut, dans les Etats en voie de globalisation actuels, pour des médias de service public?

En tant qu'auteur de l'article concerné, je me dois de déclarer d'emblée un conflit d'intérêt: je suis chroniqueur régulier et rémunéré d'une émission du service public suisse, Les Beaux parleurs sur RSR1. J'y participe du reste ce dimanche à 11h.

Bon dimanche et bonne lecture!

SLOBODAN DESPOT

FORMULES D'ABONNEMENT

LE DRONE (50 €/CHF PAR AN):

- ✿ L'Antipresse,
- ✿ Le Drone électronique,
- ✿ L'accès au site complet de l'Antipresse avec ses archives.

LA MONTGOLFIÈRE (150 €/CHF):

- ✿ L'Antipresse,
- ✿ Le Drone électronique,
- ✿ L'accès au site complet de l'Antipresse avec ses archives,
- ✿ Le Drone papier envoyé par poste 40 x par an.

LE DIRIGEABLE (PARRAINAGE, 500 €/CHF):

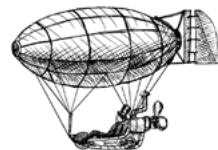
- ✿ L'Antipresse,
- ✿ Le Drone électronique,
- ✿ L'accès au site complet de l'Antipresse avec ses archives,
- ✿ 5 ex. du Drone papier sous pli,
- ✿ 1 repas annuel préparé et animé par Slobodan Despot.

[www.antipresse.net/
drone/abonnement](http://www.antipresse.net/drone/abonnement)

Le Drone de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot. Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

Logo du Drone: Julia Dasic.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.



It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

La Suisse a-t-elle encore besoin d'un service public?

AVEC LE VOTE SUR L'INITIATIVE «NO BILLAG», LE PEUPLE SUISSE SE PRÉPARE À DIRE OUI OU NON AU MAINTIEN DE MÉDIAS DE SERVICE PUBLIC. MAIS EST-IL POSSIBLE DE RÉPONDRE À LA QUESTION TELLE QU'ELLE EST POSÉE? ET QUE NOUS DIT CE CHOIX IMPOSSIBLE SUR L'ÉTAT DE LA COMMUNAUTÉ HELVÉTIQUE?

Grâce à leur démocratie directe, les Suisses peuvent décider de tout. Y compris de leur propre disparition, si le cœur leur en dit. Ainsi sont-ils invités à se prononcer, le 4 mars prochain, sur la fermeture ou le maintien de Billag, une filiale de leur opérateur national de téléphonie, Swisscom.

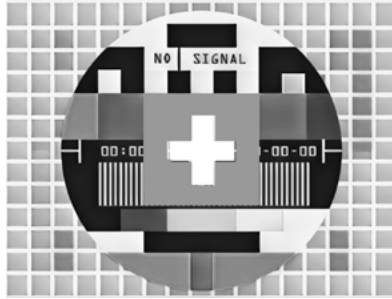
En l'occurrence, Billag n'est qu'un rouage administratif, mais qui sert à récolter la redevance radio-TV universelle et obligatoire. L'initiative «No Billag» vise donc *de facto* à supprimer les médias de service public financés par les citoyens (dont une petite part de redevance est aussi redistribuée à certains médias privés). Lancée par des milieux ultralibéraux, elle est aujourd'hui surtout soutenue par des figures de l'UDC, le parti national et souverainiste. Ce qui n'est pas un petit paradoxe.

Le choix posé est donc fatidique.

C'est tout ou rien. Soit on abolit le service public et l'on soumet l'ensemble du paysage audiovisuel à la loi du profit. Soit on continue comme avant, avec une SSR (Société suisse de radiodiffusion) mastodontique, coûteuse, dépassée, incompétente et inefficace, comme le clament les ultralibéraux (et comme beaucoup le constatent). Et foncièrement partiale par-dessus le marché, comme le dénonce sans relâche tout ce que la Suisse compte de conservateurs et de souverainistes.

Contrairement à une pratique coutumière, le Conseil fédéral n'a pas estimé utile d'opposer à cette initiative simpliste un contre-projet. Signe que la SSR telle que décrite lui convient et qu'il compte sur la cruauté du choix pour décourager les Helvètes, qui passent pour un peuple mesuré.

Dans le même esprit, le parlement a rejeté une proposition de



compromis de l'UDC, tenant essentiellement en des concessions financières: réduction de la redevance à 200 francs annuels (contre 450) et exemption de la taxe pour les entreprises, dans la mesure où les particuliers sont déjà tous astreints à payer. Unique (et mesquin) geste de conciliation du gouvernement, la réduction promise de la fameuse redevance à 365 francs (un franc par jour). Comme d'habitude, on espère que le marchandage sur les coûts permettra d'éviter les questions de fond.

UN MARCHÉ COMME UN AUTRE?

Le gouvernement avait adopté la même stratégie du dédain lors du vote improbable sur l'interdiction des minarets en 2009. Et le coup de semonce des citoyens s'est transformé en ratonnade. Va-t-on vers une issue semblable le 4 mars prochain? Nous n'en savons rien. Ce qui importe, ce sont les questions de fond que posent à la fois l'initiative et la (non-) réaction des élites interpellées.

Lors du lancement de l'initiative, nous avons offert une tribune au plus communicatif de ses défenseurs, Philippe Nantermod (PLR), par ailleurs coqueluche des médias suisses romands. Depuis lors, le jeune avocat et parlementaire semble avoir refréné quelque peu son élan (peut-être craint-il l'*après-4-mars* en termes de temps d'antenne?). A l'époque, son argumentation reposait sur deux piliers: a) l'*anachronisme* du système des médias d'État

et de leur structure de financement; b) l'*iniquité* d'une redevance imposée à tous, y compris ceux qui ne «*consomment*» jamais de radio-TV:

«La technologie a changé, et avec elle, l'offre télévisuelle a autant explosé qu'elle s'est transformée. Les films se regardent à la demande, les événements sportifs s'achètent à la carte. Les téléspectateurs zappent. Évidemment, une telle évolution ne peut que nourrir la discussion sur l'opportunité d'un financement aussi anachronique que celui que nous connaissons aujourd'hui des médias publics.»

Est-il encore acceptable que ceux qui regardent cinq minutes de programme SSR par mois paient le même montant que ceux qui passent deux heures devant la RTS chaque jour ? Clairement, non. Il n'y a aucune raison, alors que l'on est capable de savoir exactement ce que chacun consomme, que les uns paient pour les autres.»

Il serait tentant de le suivre: pourquoi ne pas étendre à tous les domaines un service à la carte et donc un rapport commercial «ajusté» entre un «prestataire» et un «client»? Sauf qu'on n'est pas ici dans un rapport commercial et que le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions. Libérer les moutons enchaînés? A la bonne heure! L'ultralibéralisme tient tout entier dans cette formule de Clemenceau: «un loup libre dans une bergerie libre». Et pour leur offrir quoi? Un supermarché du divertissement permettant à tout un chacun de se claquemurer dans sa bulle médiatique, parache-

vant ainsi l'atomisation de la société. Papa ne regarde que *History Channel* et ses gigantesques complots archéologiques. Fiston se cantonne au sport. Fille s'enfile des heures de séries gothiques. Maman, elle, n'a pas le temps d'ouvrir la télé. De quoi vont-ils bien pouvoir causer?

Que leur en restera-t-il? Que nous resterait-il, à nous qui avons grandi dans les années 70-80, si nos émissions fétiches avaient été lardées de *commercials* et suspendues au couperet de l'audimat? Pour ma part, j'ai appris l'italien en regardant les dessins animés de la *Scaccia pensieri* sur la télé tessinoise, chaque samedi à 19h15. Des années durant. Sans pubs. Impensable aujourd'hui! Tout comme est impensable l'impact des grandes émissions culturelles et de débat sur notre formation commune. *Oiseaux de Nuit*. *Apostrophes*. *Table ouverte*. *Droit de réponse*. On y repense et l'on pleure, comme quand vous revient le goût des sablés de grand-maman.

QUEL SERVICE POUR QUELLE COMMUNAUTÉ?

Les services d'État reposent sur l'idée qu'une communauté a quelques valeurs et intérêts en commun et que ses membres acceptent de financer des services dont ils ne sont pas les bénéficiaires directs. Sinon, pourquoi les personnes sans enfants accepteraient-elles de payer pour l'école et les citoyens sans voiture pour l'entretien des routes?

Si la Suisse est une communauté nationale, la préservation de son

service public n'est pas négociable et l'affaire est réglée. Mais, justement, il y a le *si*. Dans ce pays, au tournant du siècle, les institutions *officielles* se sont empressées de financer des *happenings*, des *events* et des expos sur le thème chic de «la Suisse n'existe pas». Dans ce pays — les sondages le confirment — l'identité première est cantonale. Puis linguistique. Nationale? C'est une abstraction. Pour communiquer avec ses camarades pioupioups dans l'armée suisse, il est devenu plus utile de connaître l'anglais ou le serbo-croate que les autres langues nationales.

Comment les Suisses peuvent-ils encore accorder foi à leur communauté lorsqu'ils ont vu une poignée de naufrageurs dépecer en toute impunité le fleuron de leur industrie — Swissair, la meilleure compagnie aérienne au monde — pour l'offrir en pièces détachées aux Allemands? Lorsqu'ils ont vu l'argent du contribuable repêcher la flibuste bancaire multinationale appelée UBS sans autre «merci» que la mutualisation de ses pertes? Lorsqu'ils ont vu les employés de ladite banque, dont le seul crime était d'avoir fait leur travail, offerts en pâture par leur propre gouvernement à la vindicte d'une puissance étrangère? Car il y a le même rapport entre une grande banque «suisse» et les intérêts de ce peuple qu'entre une doudoune Victorinox de 2017 et un canif pour soldats de 1891.

LA VOIX DE SON MAÎTRE

Dans la Suisse qui entre aujourd'hui en débat sur son service public, il reste autant de souveraineté populaire qu'il y a d'orange dans un Orangina. Si les apparences sont sauvées, les lobbies règnent sans opposition notable. Le service public a-t-il été un contrepoids à cette transformation d'un État en société anonyme? Non. Comme d'autres institutions, il a peu à peu oublié qui le mandatait et le finançait. N'étant que le relais du pouvoir en place, on ne peut reprocher au chien de singer le maître.

Dans les faits, il y a belle lurette que les élites dirigeantes de ce pays comme d'ailleurs ont troqué les loyautés verticales contre les loyautés horizontales. Vous ne rendez plus de comptes à la «base» qui vous a porté là où vous êtes et qui vous entretient: vous rendez des comptes aux membres de la même caste administrative, culturelle et financière qui règne uniformément sur l'ensemble des pays avancés.

La rhétorique gauchiste qui anime la majorité des médias, surtout dans le service public, n'a jamais dérangé cette caste-là, bien au contraire. Elle dresse entre les yeux du populo et la réalité froide du pouvoir qui le gouverne le rideau de brume des utopies, du sentiment humanitaire et du *wishful thinking*. Pendant ce temps, les affaires sérieuses se poursuivent dans une discrétion propice.

On peut tout de même saluer, ceci dit, les interrogations franches que posent à l'occasion les médias d'État

à la caste administrative et politique, notamment en matière de lobbying. Les grands médias privés ne sont pas toujours aussi curieux. Mais ces interrogations s'arrêtent sur le seuil de la malséance, un seuil aussi solide et aussi transparent qu'une vitre pare-balles.

«NI-NI», LA SEULE VOIE DIGNE

Depuis le début de l'année, les partisans du service public ont lancé une offensive tous azimuts contre «No Billag». L'ensemble des médias, ou peu s'en faut, y participent. Y prennent part même, malgré les proscriptions de leur hiérarchie, les employés dudit service. *«Plus ils parlent, et plus ils montent le peuple contre eux»*, me confie un ex-journaliste de la SSR. *«En somme, ils mènent les deux campagnes à la fois.»*

De fait, l'absence d'inventivité et de recul sur soi dans le camp «Pro-Billag» répond au simplisme utilitaire et bas de plafond du camp adverse. On campe sur ses positions discréditées avec une inconscience de fin de règne.

Il serait utile de réécouter, à ce propos, la leçon de conduite méprisante adressée au «petit peuple» fermé et xénophobe par le grand mandarin Roger de Weck, lors de la table ronde sur les Médias organisée au Collège de St-Maurice en novembre dernier (Cf. Antipresse 103 du 19.11.2017). A quelques mois d'un vote crucial, l'ancien directeur de la SSR revendiquait sans gêne une mission d'éducation et de formatage des esprits. De respect des opinions

adverses ou d'impartialité, il ne fut même pas question. Le discours de M. de Weck était le meilleur argumentaire *politique* pour voter «No Billag» que j'aie entendu à ce jour.

Ce n'est toujours pas une raison pour jeter le bébé avec l'eau du bain!

Car, du côté des gens normaux, apolitiques et désintéressés, on entend une variété d'opinions motivées et toutes perplexes, qui se résument à ce dilemme: «Nous voulons conserver un service public, mais pas celui-là!» Ce point de vue nuancé, le seul constructif, ne se reconnaît aujourd'hui ni dans le OUI, ni dans le NON. Il serait temps que cette majorité silencieuse qui dit *Ni-ni* prenne la parole. Que, par exemple, elle conditionne son soutien au service public par une mise en demeure. Laquelle ne saurait, selon moi, éluder les points suivants:

- L'interdiction, dans des médias financés par le contribuable, de tout recours à la publicité. En plus d'une pollution audiovisuelle, celle-ci constitue une concurrence directe à l'égard des médias privés.
- La réintroduction de véritables programmes culturels à la télévision, à la place des expérimentations marginales et des papotages pétassiers qui n'intéressent personne à l'exception de quelques petits copains.
- La garantie d'une équité de traitement de toutes les options politiques significatives dans le pays, en particulier dans l'or-

ganisation et la conduite des débats.

- L'introduction de programmes panhelvétiques pour combattre le fossé culturel et linguistique du [Röstigraben](#). La France et l'Allemagne ont bien su créer ARTE ensemble.
- L'abolition de la double taxation particuliers-entreprises. On n'a jamais vu une société anonyme regarder la télévision!

Je demande la Lune? Si tel est le cas, alors nous avons la mesure précise de la distance qui sépare la SSR actuelle d'un service public digne de ce nom.

Si le *Ni-ni* ne trouve pas sa voix ni sa voie, si les positions actuelles restent inchangées entre la morgue et la bêtise jusqu'au 4 mars, cette grande consultation populaire ne fera qu'enterrer la vraie guerre des classes du XXI^e siècle: la guerre entre ceux qui détiennent la parole publique et ceux qui la subissent.

CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

Trieste et ses écrivains

CONSIDÉRÉE COMME LA VILLE DE L'EXTRÊME-SUD DE L'EUROPE CENTRALE OU COMME LA PREMIÈRE VILLE DE L'EUROPE ORIENTALE, TRIESTE EST AUSSI – ET SURTOUT – LA VILLE DE DEUX DES PLUS GRANDS ÉCRIVAINS ITALIENS DU XXE SIÈCLE, ITALO SVEVO ET CLAUDIO MAGRIS. JAMES JOYCE Y RÉSIDA PLUSIEURS ANNÉES.

Grand amateur de l'Italie et de ses villes, je désirais depuis plusieurs années découvrir Trieste: si cette ville est devenue italienne en 1921, après la dislocation de l'Empire austro-hongrois, elle porte encore toutes les traces de sa longue appartenance à l'Autriche et symbolise à mes yeux, autant par sa situation géographique que par son histoire, cette *Mitteleuropa* aujourd'hui disparue dans ses frontières, mais qui fut le berceau d'une culture d'une richesse exceptionnelle.

Trieste fut donc notre destination de vacances l'été dernier, à ma compagne et à moi-même. Elle est la ville de deux des plus grands écrivains italiens du XXe siècle, et je m'étais promis à mon retour, en hommage à Trieste, de leur faire honneur dans cette chronique.

Allons-y par ordre chronologique: il est un peu abusif de qualifier Italo Svevo d'écrivain du XXe siècle, puisque son œuvre est à cheval sur deux siècles. Né à Trieste en 1861, Ettore Schmitz, né Aron

Hector Schmitz d'un père juif allemand et d'une mère italienne, se choisit un pseudonyme qui peut paraître étonnant, puisque Italo Svevo peut se traduire par «Italien Souabe». Ses premiers textes sont publiés entre 1877 et 1890. Ses deux premiers romans, *Une vie* (1892, Gallimard, coll. «L'imaginaire», 2001) et *Senilità* (1898, Le Seuil, coll. «Points », 2002) furent des échecs qui le firent renoncer à l'écriture durant vingt ans. Sa rencontre avec James Joyce, qui lui enseigna l'anglais, et à qui il fit lire *Senilità*, le persuada de reprendre l'écriture, l'écrivain irlandais, séduit par son roman, l'en ayant convaincu.



Merci à Joyce: quand en 1923 paraît *La conscience de Zeno* («Folio», 2014), c'est un succès international immédiat. Si Svevo fut un écrivain de l'introspection, c'est en effet avec ce roman que son œuvre littéraire atteint son paroxysme. Zeno est un velléitaire, une sorte d'Oblomov [1] à l'italienne, un «héros négatif». Le genre littéraire que Svevo va inventer dans ce livre est inspiré par

Joyce. Zeno suit une psychanalyse, et le roman est construit sur le principe du «flux de conscience», sous forme d'une sorte de journal dans lequel Zeno note les choses dans l'ordre où elles lui viennent. Ça peut paraître décousu, Svevo créant le concept de «temps mixte» qui lui

est propre, dans lequel les souvenirs se mêlent au présent et au futur, fabriquant ainsi une sorte de récit en trois dimensions temporelles simultanées. Un grand moment de littérature.



Plus contemporain, Claudio Magris est né en 1939. Écrivain, germaniste et journaliste (il est chroniqueur au *Corriere de la Sera* depuis cinquante ans), il incarne à mes yeux la survivance et la contemporanéité de cette culture de la *Mitteleuropa*. L'expression la plus marquée en est certainement *Danube* (1986, «Folio», 2016). Si la Volga, avec ses 3'690 kilomètres, est le plus long fleuve d'Europe, elle ne coule qu'en Russie. Alors que le Danube, deuxième plus long fleuve d'Europe avec 2'852 kilomètres, prend sa source en Allemagne, dans la Forêt Noire, et traverse l'Europe et de nombreux pays (l'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, la Croatie, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, la Moldavie et l'Ukraine) et capitales (Vienne, bien sûr, mais aussi Bratislava, Budapest et Belgrade) avant de se jeter dans la Mer Noire. Dans cet essai, c'est à une promenade qui va de la source du Danube à son delta que nous convie Magris. Une promenade historique et culturelle à travers cette *Mitteleuropa* – à l'époque encore en partie derrière le Rideau de fer – où se croisent, outre le récit du voyage

lui-même, ses réflexions sur l'identité de ces régions et nombre de grands écrivains (de Franz Kafka à Joseph Roth, en passant par Goethe). Autre promenade avec *Microcosmes* (1997, «Folio», 2000), forme de récit initiatique en neuf étapes pour découvrir Trieste.

Une autre facette de Magris est à découvrir avec *Utopie et désenchantement* (1999, L'arpenteur, 2001), qui est un assemblage d'essais consacrés à la littérature et publiés sur une période d'un quart de siècle: Hermann Broch, Franz Kafka, Primo Levi, Ernst Jünger, etc. L'érudition de Magris et la qualité des textes qu'il consacre à tous ces grands écrivains sont tout simplement époustouflants. Et ce ne sont là que quelques-uns des nombreux livres, tous plus passionnants les uns que les autres, que Magris nous a donnés.

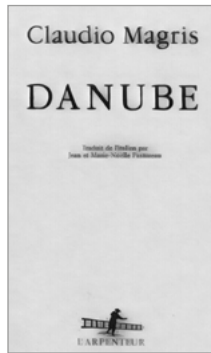
Son dernier livre, *Classé sans suite* (2015, L'Arpenteur, 2017), est un roman qui s'inspire de faits réels. Trieste, annexée par les nazis en 1943 après que l'Italie eut quitté l'Axe, fut la seule ville italienne à disposer sur son sol d'un camp de concentration, devenu par la suite

camp d'extermination doté d'un four crématoire, où périrent des milliers de juifs, tziganes et résistants italiens. Après la guerre, un professeur triestin voulut créer un musée des guerres réunissant toutes les armes, de toutes les cultures et de toutes les époques, convaincu qu'un tel lieu ne pourrait être qu'un instrument de paix. Il dormait lui-même au milieu de ces armes dans ce musée en gestation, et mourut dans un incendie qui le détruisit en grande partie. Voilà pour les faits historiques.

Bien évidemment, il s'agit d'un roman, et Magris prend la précaution de préciser que si elle se base sur des faits réels, l'histoire qu'il nous raconte est imaginaire. Le protagoniste, ce professeur obsédé par ce musée des armes auquel il consacre toute son énergie, dort effectivement au milieu de ce musée encore en gestation, dans un cercueil, avec un casque allemand sur la tête et un masque de samouraï sur le visage. Après sa mort dans l'incendie, c'est une jeune femme, Luisa Brooks, fille d'une juive et d'un soldat noir américain, qui va tenter de faire aboutir ce projet de musée dont le professeur, dans ses notes, justifiait l'existence en disant que la vie, c'est la guerre, et que *«la seule chose à faire, c'est de tout transporter dans un Musée, où il n'y a plus de guerre parce qu'il n'y a plus de vie.»*

Dans les carnets du professeur, les

noms des notables triestins compromis avec le fascisme et la collaboration figurent. Difficile et dangereuse tâche pour Luisa que d'utiliser ces carnets dans les salles du musée, car Trieste est frappée d'amnésie, et la résurgence de la mémoire du camp nazi de Rizerie serait néfaste à nombre de personnes. Tout comme l'incendie dans lequel périt le professeur, il faut donc «classer sans suite» cet épisode peu glorieux de l'histoire de Trieste.



Prétexte à une réflexion sur l'histoire humaine, ce roman m'a fait penser à l'un des grands maîtres de la littérature sud-américaine, le Mexicain Carlos Fuentes. Souvent qualifié d'«écrivain des frontières», Mario Vargas Llosa quant à lui attribue à Magris le mérite d'être *«l'un des grands écrivains de notre temps»*. C'est

indéniable. Et si Trieste est une «ville-pont», Magris est un «écrivain-pont», dont la lecture permet de franchir les frontières pour former un continent de cultures riches et diverses s'emboîtant parfaitement les unes dans les autres. Un écrivain indispensable.

~~~~~  
NOTE

1. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que je fais référence dans cette chronique au chef-d'œuvre de la littérature d'Ivan Gontcharov, *Obломov* (L'Âge d'homme, 1990), et j'y ferai référence tant que TOUS les abonnés d'*Antipresse* ne l'auront pas lu. C'est vous dire...

ANGLE MORT par Fernand Le Pic

# Qui a inventé la lutte contre les «fake news»?

**C**OMME UN SEUL HOMME, LES DIRIGEANTS DES PAYS OCCIDENTAUX TOMBENT TOUS À BRAS RACCOURCIS SUR LES «FAKE NEWS». COMMENT ET POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ À UNE AUSSI BELLE UNANIMITÉ? ET OÙ SE TROUVE LE CHEF D'ORCHESTRE?

On s'inquiète en France de l'annonce d'Emmanuel Macron relative à son projet de loi anti-fake news. Comme les Français n'ont jamais été très bons en anglais, ils ont tendance à traduire *fake news* par fausses nouvelles. Le mot «fake» ne connote pourtant pas la même notion que celle du faux (tromper, faillir). Son étymologie le relie plutôt au nettoyage (cf. *fegen* en allemand), voire à l'embellissement par des moyens artificiels comme le maquillage, le lustrage, etc. On ne cherche pas à tromper sur la nature des choses mais à les rendre plus présentables.

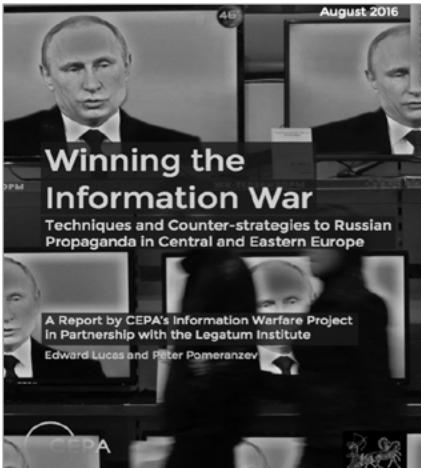
Qu'à cela ne tienne, les Français aiment discuter, alors ils glosent juridiquement, politiquement ou encore philosophiquement sur le sujet. Curieusement, ils n'abordent jamais le volet militaire. On sait pourtant que l'arrangement de la réalité est consubstantiel à l'art de la guerre.

La se trouve pourtant l'origine de cette dissémination simultanée d'un vocable anglophone dans le discours gouvernemental de presque tous les pays d'Europe, Suisse comprise, et bien sûr des États-Unis.

## RÉATLANTISER L'EUROPE...

En 2010, un rapport du CEPA (*Center for European Policy Analysis*), un de ces énièmes laboratoires d'influence basés à Washington, pond un rapport intitulé «Keeping new allies». Il s'alarme d'un risque de perte de contrôle des anciens pays du pacte de Varsovie, que l'arrivée d'Obama n'aurait fait qu'aggraver. Ce dernier avait en effet annoncé sa volonté de se rapprocher de la Russie sous présidence Medvedev et pour faire bonne figure, il avait osé entermer le déploiement du très dispendieux bouclier antimissiles, décidé par le *Deep state* sous la présidence de Bush Jr.

Face au désintérêt que suscitent les États-Unis dans ces pays, le CEPA recommande de procéder à une «opération de réassurance», qui, seulement quatre ans plus tard, deviendra la «**European Reassurance Initiative**» que l'on sait. On s'en doute un peu, le CEPA est évidemment une courroie de transmission du *Deep state* américain. Il est officiellement financé entre autres par la *National Endowment for Democracy*, la Mission US auprès



de l'OTAN, la division Diplomatie publique de l'OTAN, l'École navale des États-Unis, le Pentagone, le Département d'État américain, les groupes habituels comme Raytheon, Lockheed Martin, Chevron, Bell Helicopter, Textron Systems, etc. Et puis, tout de même, l'Agence de défense européenne.

Aurions-nous oublié Soros? Rassurez-vous, il n'est jamais bien loin. Ici, c'est dans le recrutement des cadres qu'on en trouve une ventouse, avec notamment le Bulgare **Ivan Krastev**, à la fois membre du conseil consultatif du CEPA et du *Global Advisory Board d'Open society*, lequel Krastev est par ailleurs expert encarté de la *National Endowment for Democracy*.

Que dit fondamentalement ce rapport du CEPA? Eh bien, que la relation avec la ceinture orientale de l'Europe se relâche, se détériore très vite même, et qu'il faut d'urgence reprendre les choses en mains, car on discerne déjà «des signes que la région devient plus européenne

qu'atlantiste». Diantre! Que nous dites-vous là?! Le remède prescrit? La création de nouvelles structures bilatérales et de *think tanks* atlantistes pour ranimer la flamme américaine, l'établissement de nouveaux «Centres d'excellence» de l'OTAN, sur le modèle du **Centre de cyberdéfense de Tallinn (Estonie)**, de belles visites de haut rang plus fréquentes et en fanfare, l'augmentation du nombre d'étudiants boursiers dans les universités américaines, un investissement massif dans les médias, et des accords de livraison d'armes, notamment de missiles antibalistiques SM-3, produits par Raytheon à 15 millions de dollars pièce, c'est-à-dire le retour *sine die* au bouclier antimissile, contre la volonté du locataire de la Maison blanche. Sans oublier de bons vieux exercices militaires de la Baltique à la Mer Noire, sur fond de scénarios d'attaques majeures imminentes. Oui mais venant de qui?

### ...EN RECRÉANT UN ENNEMI

Tant pis pour le «reset» d'Obama avec Moscou, ce sera un remake de la guerre froide avec la Russie, que l'on accusera de «révisionnisme». Un terme pourtant plus naturel au lexique soviétique qu'américain. Mais après tout, pourquoi chercher plus loin? (...)

Ceci est un article en libre accès.  
Vous pouvez en lire l'intégralité en  
ligne:

<http://tinyurl.com/yagfhk2n>

ENFUMAGES par Eric Werner

## Les «fake news» et l'État total

**L**A VOLONTÉ AFFICHÉE DU PRÉSIDENT FRANÇAIS DE LUTTER CONTRE LES *FAKE NEWS* INVITE, UNE NOUVELLE FOIS, À S'INTERROGER SUR LA SITUATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DANS NOS PAYS.

Une nouvelle fois, car le problème ne date pas d'hier. Depuis plusieurs décennies, on assiste à une lente érosion de la liberté d'opinion, d'expression et de recherche en Europe: lente, mais avec, de temps à autre, quelques petits coups d'accélérateur. Les lois dites «mémorielles» sont souvent citées dans ce contexte. Ainsi, en 2005, dix-neuf historiens regroupés dans l'association «Liberté pour l'histoire» avaient diffusé une déclaration en laquelle ils se disaient «*émus par les interventions politiques de plus en plus fréquentes dans l'appréciation des événements du passé et par les procédures judiciaires touchant des historiens et des penseurs*», ajoutant que «*dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique*» [1].

Ils concluaient en demandant l'abrogation pure et simple de l'ensemble des dispositions législatives portant atteinte à la liberté de la recherche en histoire (dont la fameuse loi Gayssot, qui a servi de modèle en ce domaine).

Trois ans plus tard, en 2008, la même association publiait l'Appel de Blois, texte dans lequel on pouvait lire: «*Dans un État libre, il n'appartient à aucune autorité politique de définir la vérité historique et de restreindre la liberté de l'historien sous la menace de*

*sanctions pénales (...). En démocratie, la liberté pour l'histoire est la liberté de tous*» [2].

Les lois mémorielles n'épuisent de loin pas le problème. Chacun sait qu'il est devenu de plus en plus difficile aujourd'hui d'exprimer son opinion sur un certain nombre de sujets dits sensibles: l'immigration et ses retombées, en particulier, mais aussi l'islam, le multiculturalisme, l'IVG, le mariage pour tous, etc. Beaucoup de vérités de fait sont par ailleurs occultées, mises sous le boisseau. On censure également les textes classiques, maintenant même les opéras. «*Nous croulons sous les normes de contrôle et les institutions de censure*», disait il y a peu une professeur de droit en France [3]. En disant «nous», elle pensait à la France, mais son propos est bien sûr généralisable. Les poursuites pour délit d'opinion sont désormais devenues monnaie courante en Europe. Toutes sortes de paroles ou d'idées qu'on aurait autrefois considérées comme anodines tombent aujourd'hui sous le coup de la loi.

La création annoncée d'un nouveau délit sur les *fake news* ne fait donc que renforcer une évolution préexistante. C'en est, si l'on veut, le point d'orgue, l'étape terminale. Rien d'autre, mais ça quand même. Certains ont évoqué

dans ce contexte le célèbre roman d'Orwell, 1984. Dans cette anti-utopie, publiée en 1949, Orwell, consacrait plusieurs pages au «(ministère de la vérité)», pages influencées par la réalité soviétique de l'époque, avec le marxisme-léninisme érigé en dogme d'État, les théories de Lyssenko, etc. De prime abord, le parallèle pourrait choquer. On admettra, en tout état de cause, qu'à partir du moment où l'État s'érige en rectificateur de *fake news* (réelles ou supposées), on ne peut plus dire qu'on est en démocratie. Ou alors il faut l'entendre au sens où on l'entend dans certaines dictatures policières: en tant que leurre, motif décoratif.

Revenons-en aux lois «mémoires». Ces lois ne sont concevables, n'ont de sens, que parce que l'État se croit légitimé à dire la vérité sur certains sujets. Mais justement: *sur certains sujets seulement*. On lui en fait parfois, d'ailleurs, le grief: pourquoi *eux*, et non *d'autres*? Bonne question, mais potentiellement explosive. Car, on le sait, les mémoires entrent volontiers en concurrence entre elles. Les échanges sont mêmes parfois aigres-doux. Passons.

La nouveauté du projet macronien réside dans le fait que, loin de se limiter à *certaines sujets* seulement, il se veut *global*. C'est là la nouveauté. Quand on dit qu'il ne faut pas contester la réalité de tel génocide (la Shoah, le génocide arménien, etc.), on fait référence à une entité historique *précise*, bien circonscrite dans l'espace et le temps. On parle de *ça* et non d'autre chose. Idem quand on sanctionne les propos dits «sexistes», «homophobes»,

discriminatoires à un titre ou un autre (à l'heure actuelle, dans la loi française, non moins d'une trentaine de possibilités!), etc. Ces désignations ont beau être floues, mal définies, caoutchoutées à souhait, on voit à peu près, quand même, de quoi il s'agit. Quelle que soit la marge d'interprétation qu'elles autorisent (marge justifiant le qualificatif soljénitsyien qu'on leur accole volontiers de lois «attrape-tout»), cette marge, en droit tout au moins (sinon en fait), n'est pas *indéfiniment* extensible.

Alors que là, *oui*. Même en droit, il n'y a plus ici de limites. Qu'appelle-t-on *fake news*? On ne le précise pas. C'est un faux en puissance, il se révèle au fur et mesure. Se révèle ou se décrète. Autant dire que chaque fois qu'on ouvrira désormais la bouche ou qu'on prendra, comme nous le faisons ici même, la plume pour écrire, on s'exposera au risque d'une poursuite pénale pour diffusion de *fake news*. Car, justement, il n'y a plus ici de limites. L'autorité du ministère de la vérité s'étend désormais à toute parole articulée, aussi bien verbale qu'écrite. Ledit ministère s'érige en maître du vrai et du faux dans tous les domaines. C'est cela même la nouveauté, la grande nouveauté. L'État total s'affiche ici à visage découvert.

~~~~~  
NOTES

2. *Le Monde*, 14 décembre 2005.
3. *Le Monde*, 11 octobre 2008.
4. *Le Figaro*, 31 juillet 2017.

TURBULENCES

ART DE VIVRE | «Une bonne dégustatiooon» et autres ridicules

Une diatribe réjouissante à savourer dans la rubrique «savoir-vivre» de *Vanity Fair*: «Tout ce qu'on ne veut plus entendre dans les restaurants». Entre prestidigitacion commerciale et enfumage verbal, les restaurants «branchés» de Paris sont devenus un véritable théâtre du ridicule. Engouements médiatiques surjoués, lexicque précieux, «maîtres tisaniers», décors «minimalistes» exclusifs: tout est bon pour emberlificoter le chaland. On ne boit plus un digestif, on «est sur» une émulsion de gentiane sauvage, puis l'«on part sur» un café. A quand un dictionnaire des préciosités gastronomiques françaises?

«Car on ne mange plus dans les restaurants. On ne s'y restaure plus. On déguste. En particulier l'addition. On y savoure également tout un vocabulaire alambiqué bidouillé par des protocoles sinon abscons, déjà caduques, mués en simagrés et qu'on oblige les serveurs et serveuses à apprendre par cœur.

Naviguant entre morgue et arrogance, prétention et ignorance, impolitesse et caricature, l'expérience d'un repas dans un restaurant parisien contemporain a viré du plaisir convivial à un concours de vanités insupportable.»

Mais encore:

MOLDAVIE | Un nouvel «Euromaïdan» en vue?

INTERNET | Les trolls du Pentagone

USA | La bulle du surendettement étudiant

FAKE NEWS | Quelle «foule» pour Macron à Calais?

CINÉMA | Beyrouth ne se reconnaît pas dans «Beirut»

SPORT | Novak Djoković fait son coming out

>>> log.antipresse.net.

Pain de méninges

CONTRE LES ROBOTS

«Il n'y a qu'un problème, un seul de par le monde. Rendre aux hommes une signification spirituelle, des inquiétudes spirituelles, faire pleuvoir sur eux quelque chose qui ressemble à un chant grégorien. On ne peut vivre de frigidaires, de politique, de bilans et de mots croisés, voyez-vous! On ne peut plus vivre sans poésie, couleur ni amour. Rien qu'à entendre un chant villageois du 15^e siècle, on mesure la pente descendue. Il ne reste rien que la voix du robot de la propagande. Deux milliards d'hommes n'entendent plus que le robot, ne comprennent plus que le robot, se font robots (...) La France n'est pas seulement déchristianisée, elle est déspiritualisée, ce qui est plus grave !»

— Antoine de Saint-Exupéry, lettre au général ..., le 30 juillet 1944, dernière lettre écrite la veille de sa mort.